

## PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

### SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES INTERMÉDIAIRES)

#### GERARD PERRIER INDUSTRIE

Société anonyme au capital de 1 986 574 €.  
Siège social : 20, rue Lionel Terray, 69740 Genas.  
349 315 143 R.C.S. Lyon.

#### A. — Comptes consolidés de l'exercice clos le 30 juin 2007.

##### I. — Bilan consolidé au 30 juin 2007.

(En euros).

Actif	Notes	30/06/07	31/12/06
Ecart d'acquisition	1.4 - 6	2 838 092	2 838 092
Immobilisations incorporelles	1.4 - 6	304 135	320 210
Immobilisations corporelles	1.5 - 5	8 235 261	6 709 030
Impôts différés actifs	1.6 - 7	406 129	378 707
Autres actifs financiers	1.7	46 760	44 669
Actif non courant		11 830 377	10 290 708
Stocks et en-cours	1.8 - 8	4 074 632	3 052 765
Clients et comptes rattachés	1.9 - 9	27 011 052	27 342 012
Autres actifs courants	10	1 997 481	2 030 167
Valeurs mobilières de placement	1.10 - 11	6 007 870	7 285 512
Disponibilités	1.10 - 11	1 201 573	1 631 797
Actif courant		40 292 608	41 342 253
Total de l'actif		52 122 985	51 632 961

Passif	Notes	30/06/07	31/12/06
Capital social	12	1 986 574	1 986 574
Primes liées au capital	12	877 667	877 667
Réserves consolidées		17 231 798	17 241 012
Résultat net de l'exercice		1 521 885	2 909 048
Capitaux propres		21 617 924	23 014 301
Dettes financières à long terme (plus d'un an)	13	3 070 456	2 304 579
Provision pour engagements envers le personnel	1.11 - 14	695 570	674 571
Provision pour autres passifs non courants	1.11 - 14	154 448	199 522
Passif non courant		3 920 474	3 178 672
Dettes financières à court terme (moins d'un an)	13	1 378 459	962 650
Fournisseurs et comptes rattachés		12 655 342	11 372 041
Autres passifs courants	15	12 550 786	13 105 297
Passif courant		26 584 587	25 439 988
Total du passif et capitaux propres		52 122 985	51 632 961

##### II. — Compte de résultat consolidé.

(En euros).

	Notes	30/06/07	30/06/06	31/12/06
Chiffre d'affaires	1.13	36 401 763	32 192 114	67 670 018
Autres produits de l'activité		9 368	-29	65 619
Achats consommés		-11 901 753	-10 590 908	-22 856 268
Charges de personnel	16	-17 192 749	-15 018 611	-30 840 775
Charges externes		-4 141 069	-3 610 054	-7 443 491
Impôts et taxes		-648 408	-585 468	-1 177 187
Dotations nettes aux amortissements	5 - 6	-535 977	-538 940	-1 065 136
Dotations nettes aux provisions	14	28 839	61 371	9 600
Variation des stocks de produits en cours		198 939	23 430	60 377
Résultat opérationnel courant	1.14	2 218 953	1 932 905	4 422 757
Autres produits/charges opérationnels	17	-19 271	-5 509	-112 894
Résultat opérationnel	1.14	2 199 682	1 927 396	4 309 863
Produits de trésorerie	18	245 671	231 341	388 501
Coût de l'endettement financier	18	-123 686	-175 277	-214 444
Résultat financier		121 985	56 064	174 057
Charge d'impôt	19	-799 782	-706 135	-1 574 872
Résultat net		1 521 885	1 277 325	2 909 048
Résultat/ action (€)	20	0,79	0,67	1,51
Résultat dilue/action (€)	20	0,79	0,65	1,51

**III. — Variation des capitaux propres.**

(En euros).

	Capital social	Réserves consolidées	Résultat consolidé	2007	2006
Capitaux propres au 1 <sup>er</sup> janvier	1 986 574	18 118 679	2 909 048	23 014 301	22 875 825
Résultat de l'exercice précédent		2 909 048	-2 909 048	0	0
Dividendes		-2 903 887		-2 903 887	-2 569 992
Résultat de l'exercice			1 521 882	1 521 882	1 277 325
Instruments donnant accès au capital				0	21 525
Correction d'erreurs sur travaux en cours				0	107 863
Correction d'erreurs sur réserve spéciale de participation		-13 723		-13 723	
Autres mouvements		-649		-649	-22 852
Capitaux propres au 30 juin	1 986 574	18 109 468	1 521 882	21 617 924	21 689 694

**IV. — Tableau des flux de trésorerie.**

(En euros).

	30 juin 2007	31 décembre 2006	30 juin 2006
Résultat net	1 521 885	2 909 048	1 277 324
1) Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :			
Amortissements et provisions	504 938	1 030 908	465 908

Variation des impôts différés	-28 067	59 834	40 871
Constat charge Stocks options non décaissée issue des IFRS		21 525	21 525
- Plus / + Moins-values de cession, nettes d'impôt	21 986	12 314	11 389
Marge brute d'autofinancement	2 020 742	4 033 629	1 817 017
Variation des stocks et en-cours	-1 021 865	-326 741	-1 422 927
Variation des créances + EENE et autres créances d'exploitation	364 859	-6 093 652	-2 380 510
Variation des dettes fournisseurs et autres dettes d'exploitation	456 659	4 359 033	2 708 221
Variation des dettes hors exploitation	345 752	-198 732	4 985
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	145 405	-2 260 092	-1 090 231
Flux net de trésorerie généré par l'activité	2 166 147	1 773 537	726 786
2) Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement :			
Acquisition d'immobilisations	-2 122 711	-890 196	-502 710
Cession d'immobilisations, nettes d'impôts	52 500	83 030	58 500
Incidence variation de périmètre		-1 964 457	-1 964 457
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-2 070 211	-2 771 623	-2 408 667
3) Flux de trésorerie liés aux opérations de financement :			
Dividendes versés	-2 903 887	-2 569 992	-2 569 992
Augmentation de capital en numéraire		511 241	
Réduction de capital en numéraire			
Rachat des titres		-841 212	
Souscription d'emprunts	1 270 000	2 207 210	2 207 210
Remboursement d'emprunts	-492 838	-1 169 912	-614 316
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-2 126 725	-1 862 665	-977 098
Variations de trésorerie	-2 030 789	-2 860 751	-2 658 979
Trésorerie d'ouverture (1)	8 917 308	11 778 059	11 778 059
Trésorerie de clôture (1)	6 886 519	8 917 308	9 119 080
(1) Non compris les titres détenus en auto-contrôle pour	1 536 179	1 536 179	694 967

## V. — Annexe aux comptes semestriels consolidés.

Informations générales sur l'entreprise. — Le coeur de métier : la construction et l'installation d'équipements électriques et électroniques.

Le groupe est composé de deux entités autonomes aux activités complémentaires :

— Soteb l'installateur (60 % de l'activité totale), est spécialisé dans le génie électrique, l'instrumentation et la maintenance d'équipements électriques en milieu industriel ;

— Géral le fabricant (40 % de l'activité totale), est un équipementier spécialisé dans la conception et la fabrication d'équipements électriques destinés à l'automatisation de machines et de process de fabrication continus.

### 1. Principes et méthodes comptables.

1.1. Cadre général. — En application du règlement européen n° 1606/2002 sur les normes comptables internationales, les comptes ont été établis conformément aux normes et interprétations IFRS publiées par l'IASB et telles qu'approuvées par l'Union européenne au 30 juin 2007.

Les règles et méthodes de consolidation ainsi que les principes comptables retenus sont identiques à ceux utilisés pour l'établissement des comptes consolidés au 31 décembre 2006.

Les états financiers au 30 juin 2007 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ».

1.2. Méthodes de consolidation. — Les sociétés dans lesquelles Gérard Perrier Industrie détient directement ou indirectement le contrôle de manière exclusive sont consolidées par intégration globale.

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Les actifs et les passifs sont évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition. Lorsque le coût d'acquisition est supérieur à la juste valeur de l'actif net acquis, l'excédent est comptabilisé en écart d'acquisition (Goodwill). Les écarts d'acquisition et fonds de commerce font l'objet d'un test de dépréciation annuel.

Toutes les créances, dettes, produits et charges significatifs intra groupe sont éliminés en consolidation.

1.3. Information sectorielle. — L'information sectorielle est organisée par pôle d'activité. Cette distinction est fondée sur les systèmes internes d'organisation et la structure de gestion du groupe. Outre la holding Gérard Perrier Industrie, le groupe est géré en deux pôles principaux :

— Pôle Soteb regroupant les activités d'installation et de maintenance d'équipements électriques ;

— Pôle Géral regroupant les activités de fabrication d'équipements électriques.

Actifs non courants.

1.4. Immobilisations incorporelles. — Les immobilisations incorporelles sont constituées de fonds de commerce acquis et de logiciels. Elles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les logiciels sont amortis selon le mode linéaire sur des périodes qui correspondent à la durée d'utilisation prévue, soit 3 à 5 ans.

Les fonds de commerce font l'objet d'un test de dépréciation annuel.

Les écarts d'acquisition (Goodwill) sont affectés aux unités génératrices de trésorerie (UGT) aux fins de réalisation des tests de dépréciation, une fois par an. Ce test consiste à évaluer la valeur d'utilité de l'UGT à laquelle est rattaché le Goodwill.

1.5. Immobilisations corporelles. — La valeur brute des immobilisations corporelles correspond à leur coût d'acquisition.

Les amortissements des immobilisations corporelles sont ceux pris en compte dans les comptes sociaux de chaque société. Les nouvelles règles applicables du PCG (articles 311 & 312) relatives aux amortissements des immobilisations ont été intégrées sur l'exercice ouvert le 1<sup>er</sup> janvier 2005. Les constructions ont notamment fait l'objet d'une décomposition selon le plan suivant :

— Infrastructure, menuiseries extérieures : durée d'amortissement fixée à 25 ans ;

— Agencements, équipements intérieurs : durée d'amortissement fixée à 15 ans.

Aucun autre retraitement n'est effectué dans la mesure où les modalités et durées d'amortissement retenues par les sociétés sont homogènes entre elles. L'amortissement est calculé selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée de l'actif ou de ses différents composants s'ils ont des durées d'utilité différentes, soit :

Constructions	15 à 25 ans
Installations techniques, matériel et outillage	5-7 ans
Agencements et installations	10 ans
Matériel de transport	4 à 5 ans
Matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans
Mobilier	8 à 10 ans

1.6. Impôts différés. — Les impôts différés sont comptabilisés selon la méthode du report variable à concurrence des différences temporelles entre la base fiscale des actifs et passifs et leur valeur comptable dans les états financiers consolidés. Les impôts différés sont déterminés à l'aide des taux d'impôt (et des réglementations fiscales) qui ont été adoptés ou quasi-adoptés à la date de clôture et dont il est prévu qu'ils s'appliqueront lorsque l'actif d'impôt différé concerné sera réalisé ou le passif d'impôt différé réglé.

Les actifs d'impôts différés ne sont reconnus que dans la mesure où la réalisation d'un bénéfice imposable futur, qui permettra d'imputer les différences temporelles, est probable.

1.7. Autres actifs financiers. — Les actifs financiers comprennent les titres immobilisés, les prêts, les dépôts et cautionnements versés au titre des contrats de location simple. Ces montants ne sont pas significatifs. Ils figurent au bilan pour leur valeur nominale sous déduction des dépréciations estimées, déterminées en fonction de la valeur d'utilité.

#### Actifs courants.

1.8. Stocks. — Les stocks sont évalués au plus faible des deux valeurs suivantes : coût ou valeur nette de réalisation.

Le coût d'achat des stocks est déterminé selon la méthode du prix moyen pondéré.

Le coût des produits intermédiaires et des travaux en cours englobe le coût des matières, les coûts directs de main d'oeuvre, les autres coûts directs et les frais généraux de production.

La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

1.9. Clients et comptes rattachés. — Ce poste comprend les créances clients et les factures à établir.

Les créances clients dont les échéances sont généralement comprises entre 60 et 90 jours, sont comptabilisées pour leur montant initial sous déduction des provisions pour dépréciation des montants non recouvrables.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsqu'un risque de non recouvrement est identifié.

Les créances irrécouvrables sont constatées en perte lorsqu'elles sont identifiées comme telles. La majeure partie des créances clients bénéficie de la couverture assurance insolvabilité de la SFAC.

Les factures à établir correspondent aux travaux réalisés qui n'ont pas encore fait l'objet d'une facturation au client.

1.10. Trésorerie et équivalents de trésorerie. — La rubrique « Trésorerie et équivalents de trésorerie » comprend les liquidités, les valeurs mobilières de placement très liquides. Les découverts bancaires figurent au passif courant du bilan, dans les dettes financières à court terme.

Les actions propres détenues viennent en déduction des capitaux propres consolidés.

#### Passif non courant.

1.11. Provisions non courantes. — Elles comprennent pour l'essentiel :

— Les avantages au personnel à long terme : les sociétés ne cotisent à aucune caisse d'assurance pour les indemnités de départ à la retraite de leur personnel. Or la Convention collective de la Métallurgie prévoit le versement d'une indemnité au moment du départ du personnel à la retraite. Le coût, montant de la provision, est déterminé en utilisant la méthode actuarielle des unités de crédit projetées avec salaire de fin de carrière, et qui tient compte de la rotation du personnel, de l'espérance de vie par rapport aux tables de mortalité. Ce calcul est effectué tous les ans ;

— Les litiges et contentieux : ils concernent les litiges clients, les litiges avec le personnel (prud'homme), les litiges avec les administrations (fiscal, urssaf).

Pour les litiges clients et prud'homaux, le montant du risque provisionné est évalué en fonction de la demande de la partie adverse.

Pour les litiges avec les administrations, les redressements sont pris en charge dans l'exercice lorsqu'ils sont acceptés, ou font l'objet d'une provision lorsqu'ils sont contestés.

#### Compte de résultat.

1.12. Contrats de location.

Location-financement. — Les biens acquis en location-financement sont immobilisés lorsque les contrats de location ont pour effet de transférer au groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de ses biens.

Sur la base de ce critère, la direction n'a pas identifié de location-financement au sein du groupe.

Location simple. — Les contrats de location ne possédant pas les caractéristiques d'un contrat location-financement sont enregistrés comme des contrats de location opérationnelle et seuls les loyers sont enregistrés en résultat, de façon linéaire sur la durée du contrat de location.

### 1.13. Reconnaissance des produits.

Produits des activités ordinaires. — Ils se décomposent en deux sous-ensembles : le chiffre d'affaires et les autres produits des activités ordinaires (production immobilisée et autres produits d'activité généralement non significatifs).

Le chiffre d'affaires représente le montant cumulé des ventes de biens et des prestations de services.

Vente de biens. — Le produit est comptabilisé lorsque les risques et avantages inhérents à la propriété du bien sont transférés à l'acheteur, soit dans la quasi-totalité des cas à la livraison.

Prestations de services. — Le produit est comptabilisé en fonction du degré d'avancement des chantiers ou des prestations, c'est-à-dire en fonction du degré d'avancement de la transaction évalué sur la base des services fournis, rapporté au total des services à fournir.

Dans le cas où des factures sont émises par anticipation au-delà de l'évaluation des travaux effectués, le groupe enregistre des produits constatés d'avance au passif du bilan avec pour contrepartie au compte de résultat, une diminution du chiffre d'affaires.

Les travaux facturés d'avance sur des affaires n'ayant pas encore de coût de production sont classés au passif du bilan en avances et acomptes reçus.

### 1.14. Résultat opérationnel.

Résultat opérationnel courant. — Le groupe utilise le résultat opérationnel courant comme le premier indicateur de performance ; celui-ci provient des activités principales génératrices de produits de l'entreprise.

Autres produits et charges opérationnels (non courants). — Il s'agit de produits ou de charges en nombre très limité, inhabituels, anormaux et peu fréquents, de montant significatif, que l'entreprise présente de manière distincte dans son compte de résultat pour faciliter la compréhension de la performance opérationnelle courante.

## 2. Liste des sociétés consolidées.

### 2.1. Périmètres :

Sociétés	Siren	Nationalité	Capital détenu 2007 %	Capital détenu 2006 %
SAS Soteb	546 720 079	Française	100,00	100,00
SARL Soteb National Elektro	337 505 259	Française	100,00	100,00
SAS Geral	547 020 040	Française	100,00	100,00
SCI Rothonne	318 502 341	Française	100,00	100,00
SARL Gebat	313 642 415	Française	100,00	100,00
SAS Ardatem	440 304 962	Française	100,00	100,00
SARL Ardatem	339 809 527	Française	100,00	100,00
SARL Delta	343 564 563	Française	100,00	100,00

Les sociétés sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

2.2. Complément d'information le périmètre. — La SARL Delta a fait l'objet d'une fusion par voie d'absorption de cette dernière par la SARL Ardatem en date du 29 juin 2007 avec effet rétroactifs au 1<sup>er</sup> janvier 2007.

## 3. Information sectorielle.

Des unités génératrices de trésorerie ont été définies en fonction des critères de secteur d'activité pour le niveau primaire.

Compte tenu de l'organisation du groupe et de la répartition des différents métiers, les UGT retenues par le groupe sont les entités juridiques : Soteb, Soteb National Elektro, Groupe Ardatem, Geral.

Le niveau secondaire étant par secteur géographique et toutes les implantations étant en France, aucune précision n'est nécessaire.

(En euros)	Branche installation maintenance			Branche fabrication Geral	Holding	Intra-groupe et Eliminations	Total
	Soteb	SNE	Grpe Ardatem				
Compte résultat :							
Chiffre d'affaires	16 090 934	2 781 917	3 892 988	14 280 303	2 604 307		39 650 449
Dont exportations	213 000	1 053 383	0	1 950 133			3 216 516
Dont Intra-groupe	-3 704	-1 096	-52 178	-587 403	-2 604 307		-3 248 688
Dont retraitement IFRS	0	0	0	0			0
Chiffre d'affaires net	16 087 230	2 780 821	3 840 810	13 692 900	0		36 401 761

Dotations amortissements	172 197	10 363	11 323	172 398	169 696		535 977
Résultat opérationnel	748 226	102 996	167 382	742 903	677 983	-220 537	2 218 953
Bilan :							
Valeur globale des actifs	20 508 841	3 273 035	5 070 676	20 279 219	13 212 960	-10 711 770	52 122 985
Dont immobilisations	5 351 413	55 631	1 011 207	3 000 477	7 275 129	-9 619 948	8 586 156
Dont clients	12 634 822	2 169 444	3 521 045	9 796 328	1 195 380	-1 975 007	27 011 052
Valeur globale des passifs	-20 508 841	-3 273 035	-5 070 676	-20 279 219	-13 212 960	10 711 770	-52 122 985
Dont fournisseurs	-5 135 338	-806 804	-947 270	-6 932 246	-381 156	2 830 773	-12 655 342
Investissements	634 975	5 353	47 550	172 201	1 262 632		2 122 711

## 5. Immobilisations corporelles :

Valeurs brutes (en euros)	Au 01/01/07	Acquisitions	Diminutions	Au 30/06/07
Terrains et agencements	889 588	22 500		912 087
Constructions	8 287 773	449 398		8 737 171
Installations techniques matériel et outillage	2 805 812	159 536	-48 392	2 916 956
Agencements et installations	1 527 104	18 362	-640	1 544 826
Matériel de transport	267 238	65 391	-74 300	258 329
Matériel de bureau, Informatique et mobilier	1 823 071	140 516	-15 290	1 948 297
Immobilisations en cours	29 296	1 254 353	-29 296	1 254 353
Avances et acomptes versés sur immobilisations	0			0
Total	15 629 882	2 110 056	-167 918	17 572 019

Amortissements (en euros)	Au 01/01/07	Dotations de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Au 30/06/07
Terrains et agencements	82 138	7 519		89 657
Constructions	4 108 594	187 339		4 295 933
Installations techniques matériels et outillages	2 075 582	116 508	-33 839	2 158 251
Agencements et installations	1 057 996	55 849	-640	1 113 205
Matériel de transport	100 975	13 819	-16 773	98 021
Matériels de bureau, informatique et mobilier	1 495 565	99 008	-12 882	1 581 691
Total	8 920 850	480 042	-64 134	9 336 758

Contrats de location simple :

Nombre de véhicules en location longue durée	Total des loyers en charges de l'exercice	Cumul valeur d'origine	Valeur totale des paiements futurs	
			à 1 an	entre 1 et 5 ans
189	320 886	3 190 951	487 029	572 748

Les autres contrats de location de matériel ne sont pas significatifs.

## 6. Immobilisations incorporelles :

Valeurs brutes (en euros)	Au 01/01/07	Acquisitions	Diminutions	Au 30/06/07
Ecart d'acquisition	2 838 092			2 838 092
Fonds de commerce	128 398			128 398
Logiciels	1 280 369	39 858	0	1 320 227
Total	4 246 859	39 858	0	4 286 717

Amortissements / dépréciation (en euros)	Au 01/01/07	Dotations de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Au 30/06/07
--	-------------	-------------------------	---------------------------	-------------

Ecart d'acquisition	0			0
Fonds de commerce	0			0
Logiciels	1 088 557	55 933	0	1 144 490
Total	1 088 557	55 933	0	1 144 490

Note sur les écarts d'acquisition. — Le coût d'acquisition des titres Soteb, Soteb National Elektro, Groupe Ardatem et Gebat (UGT) fait apparaître, par rapport à la juste valeur des actifs et passifs identifiables de ces sociétés au jour de l'acquisition, un excédent de 2 838 092 € qui se décompose comme suit :

Groupe Ardatem	1 403 944
Soteb	1 196 287
Soteb National Elektro	191 729
Geral	33 011
Gebats	13 121
	2 838 092

Le groupe étant coté en Bourse (Euronext /Compartiment C/PERR), au 31 décembre de chaque année on peut déterminer sa valeur (boursière) à partir de la moyenne pondérée des cours de bourse du mois de décembre.

Gérard Perrier Industrie est une société holding détenant directement 100 % de ses filiales opérationnelles Soteb et Geral, et indirectement (via Soteb) 100 % de SNE, et du Groupe Ardatem.

Gebats, la société de gestion des bâtiments du groupe également détenue à 100 %, a pour sa part une activité exclusivement interne au groupe.

Le groupe considère qu'une société holding assurant effectivement la direction opérationnelle des sociétés filiales qu'elle détient à 100 %, n'offre pas de décote en bourse. La valeur intrinsèque de la société-mère peut être valorisée au niveau de ses capitaux propres.

Ainsi, la valeur globale des filiales peut être obtenue en soustrayant de la valeur boursière le montant des capitaux propres de la société-mère. La valeur de chacune des filiales est ensuite déterminée au prorata de sa contribution opérationnelle par rapport à la contribution de l'ensemble du groupe.

On comparera alors la valeur ainsi obtenue au coût d'acquisition des titres de chacune des filiales.

Deux cas de figure :

— La valeur obtenue est supérieure au coût d'acquisition des titres des filiales : la valeur de l'écart d'acquisition est confirmée, on conserve la valeur sans réévaluation (prudence) ;

— La valeur obtenue est inférieure au coût d'acquisition des titres des filiales : la valeur de l'écart d'acquisition doit être revue à la baisse.

Sur la base de ce test, il n'y a aucune dépréciation à constater à la clôture de l'exercice.

#### 7. Impôts différés actifs.

Les impôts différés sont comptabilisés conformément à l'IAS 12 :

	31 décembre 2006	Variation de l'exercice		30 juin 2007
		Résultat	Capitaux propres	
Impôts différés actifs	378 707	28 067	-645	406 129
Impôts différés passifs				
Impôts différés nets	378 707	28 067	-645	406 129

#### 8. Stocks.

Les stocks sont constitués des éléments suivants :

(En euros)	30 juin 2007	31 décembre 2006
Stocks matières	2 635 400	1 812 473
Produits intermédiaires	716 378	546 367
Travaux en cours	722 854	693 924
Total	4 074 632	3 052 764

La gestion informatique des stocks fait apparaître les composants devenus obsolètes. Ceux-ci ne sont pas valorisés, mais ils ne sont pas significatifs. Les montants retenus au bilan sont par conséquent des montants nets de dépréciation.

#### 9. Clients et comptes rattachés.

Les clients et comptes rattachés se décomposent comme suit :

(En euros)	30 juin 2007	31 décembre 2006
------------	--------------	------------------

Créances commerciales	22 321 879	23 094 751
Provision pour dépréciation	-2 200	-5 037
Factures à établir	4 691 373	4 252 297
Total	27 011 052	27 342 011

## 10. Autres actifs courants.

Le montant net des autres actifs courants est le suivant :

(En euros)	30 juin 2007	31 décembre 2006
Fournisseurs débiteurs	70 384	38 601
Salariés	47 803	51 343
Provision pour dépréciation	-1 332	-1 332
État - impôt	1 379 969	1 705 821
Autres débiteurs	24 537	21 556
Ecart de conversion actifs	1 926	
Ch. constatées d'avance	474 194	214 178
Total	1 997 481	2 030 167

## 11. Trésorerie :

	30 juin 2007	31 décembre 2006
Banques et liquidités	1 201 573	1 631 797
Sicav de trésorerie	2 957 478	4 822 861
Et assimilées		
Portefeuille de placements		
Equilibrés à volatilité moyenne	3 050 392	2 462 650
Total de la trésorerie	7 209 443	8 917 308

## 12. Capital social.

Composition du capital social. — Le capital social de Gérard Perrier Industrie SA au 30 juin 2007 est de 1 986 574 euros. Il est constitué de 1 986 574 actions de 1 euro de nominal, ayant toutes les mêmes droits. Toutefois, les actions nominatives détenues depuis plus de deux ans entre les mains d'un même actionnaire confèrent un droit de vote double.

Mouvements de l'exercice	Nombre d'actions	Montants en euros	
		Capital	Prime d'émission
1 <sup>er</sup> janvier 2007	1 986 574	1 986 574	877 667
30 juin 2007	1 986 574	1 986 574	877 667

Options de souscription d'actions en cours de validité. — Au 30 juin 2007, il n'existe plus aucun plan d'options de souscription en cours de validité en faveur d'un dirigeant.

Principaux actionnaires :  
— SFGP (Société Financière Gérard Perrier) : 54,95 % ;  
— Banque de Vizille : 5,24 % ;  
— Siparex Small Cap Value : 4,94 % ;  
— FCP Tocqueville Dividende : 4,53 %.

## 13. Dettes financières.

Les dettes financières sont présentées dans le tableau qui suit :

	Dettes financières à long terme		Dettes financières à court terme
	1 à 5 ans	A + 5 ans	A moins d'1 an

Emprunts établissements financiers	2 545 131	525 325	934 679
Dont à taux fixe	2 350 986	525 325	856 979
Dont à taux variable	194 145		77 700
Découverts			330 098
Emprunts divers			113 682
<b>Total</b>	<b>2 545 131</b>	<b>525 325</b>	<b>1 378 459</b>

## 14. Provisions :

(En euros)	Montant au 01/01/07	Dotations de l'exercice	Transfert d'affectation	Reprise de l'exercice		Montant au 30/06/07
				Pour utilisation	Pour non utilisation	
Avantages au personnel	674 571	20 999	0	0	0	695 570
Indemnités de départ à la retraite	674 571	20 999				695 570
Autres passifs non courants	199 522	1 926	0	-47 000	0	154 448
Contrôles fiscaux en cours	80 772					80 772
Litiges clients	74 000		15 000	-47 000		42 000
Litiges personnel	44 750		-15 000			29 750
Pertes de change		1 926				1 926
<b>Total</b>	<b>874 093</b>	<b>22 925</b>	<b>0</b>	<b>-47 000</b>	<b>0</b>	<b>850 018</b>

Note sur les indemnités de départ à la retraite. — L'évaluation des droits au 30 juin 2007 est effectuée de la manière suivante :

— Méthode de calcul choisie : méthode rétrospective des unités de crédit projetées. Les indemnités de fin de carrière sont calculées sur la base du salaire de fin de carrière. Les droits sont calculés à partir de l'ancienneté finale proratisée à la clôture de l'exercice ;

— Population retenue : tous les salariés présents au 30 juin 2007 ;

— Rémunération retenue : rémunération brute annuelle ;

— Table de mortalité utilisée : INSEE 2003 ;

— Taux d'actualisation : 4,85 % ;

— Taux de croissance annuelle des salaires : 2,5 % ;

— Age minimum de départ à la retraite : 65 ans, dans le cadre d'une mise à la retraite ;

La provision est calculée hors charges patronales.

Autre information. — Notre filiale Geral a fait l'objet d'une assignation devant le tribunal suite à un litige avec un client. Par décision en date du 16 juillet 2007 du tribunal de grande instance de Belley siégeant en matière commerciale, la partie adverse a été déboutée de l'intégralité de ces demandes. A ce jour, nous ne disposons d'aucun élément sur un éventuel appel de ladite partie adverse. Compte tenu du jugement rendu en première instance, la direction a pris la décision de ne rien provisionner au titre de cette affaire.

## 15. Autres passifs courants :

(En euros)	30 juin 2007	31 décembre 2006
Avances et acomptes reçus sur commandes	0	0
Personnel, organismes sociaux, État	10 294 758	10 688 270
Autres dettes non financières courantes	404 707	140 555
Produits constatés d'avance (Travaux facturés d'avance)	1 851 321	2 276 472
<b>Total</b>	<b>12 550 786</b>	<b>13 105 297</b>

Notes annexes au compte de résultat.

## 16. Charges de personnel.

Les frais de personnel du groupe se ventilent comme suit :

(En euros)	30 juin 2007	30 juin 2006	31 décembre 2006
Salaires et traitements	9 013 263	8 343 565	16 617 510
Charges sociales	3 954 537	3 517 442	7 118 030
Participation légale des salariés	222 560	171 992	350 515

Salaires des intérimaires	4 002 389	2 985 613	6 754 720
Total	17 192 749	15 018 612	30 840 775

L'effectif moyen du groupe se ventile comme suit par catégorie :

	30 juin 2007	30 juin 2006	31 décembre 2006
Ouvriers	135	132	135
Etam	324	297	302
Cadres	89	79	79
Total	548	508	516

#### 17. Autres produits et charges opérationnels.

Ils se décomposent comme suit :

	30 juin 2007	30 juin 2006	31 décembre 2006
Produits de cession d'immobilisations corporelles	52 500	58 500	83 031
Produits exceptionnels divers	2 984	7 552	9 101
Reprise provisions exceptionnelles			6 650
VNC immobilisations corporelles	-74 486	-69 889	-99 999
Charges exceptionnelles diverses	-269	-1 672	-6 677
Indemnités pour litiges sociaux			-105 000
Total	-19 271	-5 509	-112 894

#### 18. Produits et charges financiers :

	30 juin 2007	30 juin 2006	31 décembre 2006
Revenus des équivalents de trésorerie	188	138	9 026
PV latentes sur instruments de trésorerie	102 231	119 025	189 088
Produits nets sur cession Valeur mobilière de placement	143 474	98 346	166 521
Différences positives de change	-222	13 833	23 866
Total produits financiers	245 671	231 342	388 501
Intérêts des emprunts et dettes financières	81 585	75 317	150 941
MV Latentes sur instruments de trésorerie	33 719	96 849	49 126
Charges nettes sur cession Valeur mobilière de placement			3 341
Différences négatives de change	8 382	3 111	11 036
Total charges financières	123 686	175 277	214 444

#### 19. Charge d'impôt sur le résultat :

(En euros)	Impôt comptabilisé	Impôt théorique en l'absence d'intégration
IS à 33 1/3	820 045	857 539
Contribution sociale 3,3 %	14 470	
Crédit d'impôt	-6 666	-6 666
Total I.S.	827 849	850 873
Retraitement consolidation impôt différé	-28 067	-28 067
Total I.S. consolidé	799 782	822 806

Les sociétés entrant dans le périmètre de consolidation constituent un même groupe intégré fiscalement.

Il s'agit des sociétés suivantes :

— SA Gérard Perrier Industrie (Tête de groupe) ;

- SAS Soteb ;
- SAS Geral ;
- SARL Soteb National Elektro ;
- SARL Gebat.
- SAS Ardatem ;
- SARL Ardatem.

Conformément à la convention d'intégration fiscale, chaque société filiale intégrée contribue au paiement de l'impôt et le comptabilise comme si elle était imposée distinctement

## 20. Résultat par action.

Le résultat de base par action est calculé en divisant le bénéfice net revenant aux actionnaires de la société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice, hors actions propres rachetées par la société.

Le résultat dilué par action est calculé en augmentant le nombre moyen pondéré d'actions en circulation (hors actions propres) du nombre d'actions qui résulterait de la conversion de toutes les actions ordinaires ayant un effet potentiellement dilutif : dans notre cas, les options sur actions.

Sont présentés ci-dessous, les résultats et actions ayant servi au calcul des résultats de base et dilué par action.

	30 juin 2007	30 juin 2006	31 décembre 2006
Résultat net consolidé	1 521 885	1 277 324	2 909 048
Nombre d'actions à l'ouverture	1 986 574	1 938 000	1 938 000
Actions en autocontrôle (1)	63 470	34 302	63 470
Stocks options (1)		48 574	
Augmentation de capital			48 574
Nombre moyen d'actions (hors stocks options)	1 923 104	1 903 698	1 923 104
Nombre moyen d'actions (yc stocks options)	1 923 104	1 952 272	1 923 104
Résultat de base par action	0,79	0,67	1,51
Résultat dilué par action	0,79	0,65	1,51

## 21. Dividende par action.

Gérard Perrier Industrie a toujours mené une politique active de distribution de dividendes en faveur de ses actionnaires, avec une augmentation significative du taux de distribution à compter de l'assemblée générale de juin 2005 (exercice 2004).

	Par action	Total
Dividende versé au titre de 2004 (AG 23 juin 2005)	1,00	1 938 000
Dividende versé au titre de 2005 (AG du 08 juin 2006)	1,35	2 616 300
Dividende versé au titre de 2006 (AG du 21 juin 2007)	1,51	2 999 727

## 22. Transactions avec les parties liées.

La liste des principales filiales figure à la note 2.

Les transactions entre la société-mère et ses filiales ainsi que celles entre les filiales sont éliminées lors de la consolidation.

Les transactions et soldes entre les sociétés du groupe sont détaillés ci-dessous :

(En euros)	30 juin 2007	30 juin 2006	31 décembre 2006
Compte de résultat :			
Produits de l'activité ordinaire (ventes, services)	3 248 687	2 914 729	6 659 966
Produits d'intérêts	59 658	22 260	44 928
Achats de produits, de services	605 691	273 143	435 345
Bilan :			
Autres créances	1 575 315	2 547 215	2 638 672
Prêts	183 960	170 240	170 240
Dettes fournisseurs	1 604 242	1 945 950	2 606 144

## 23. Evénements postérieures à la clôture semestrielle :

— Le 4 juillet, suite au protocole signé le 24 mai, la SAS Soteb a acquis la société Maditech dont l'activité d'assistance technique dans le nucléaire complète l'offre de service de la SARL Ardatem (société également détenu par la SAS Soteb) ;

— Le 10 juillet, suite au protocole signé le 28 mai, la SAS Geral a acquis la société Seirel dont l'activité d'automatisme de sécurité vient étoffer le panel d'activité de la SAS Geral ;  
— Notre filiale Soteb a fait l'objet d'une action en justice de la part d'un concurrent. Une ordonnance de référé, du 13 août 2007, rendue par le président du tribunal de commerce de Lyon déboute la partie adverse de l'intégralité de ces demandes. Sur la base de cette ordonnance et de nos propres conclusions, la direction, sereine, a pris la décision de ne rien provisionner au titre de cette affaire.

### B. — Rapport sur les comptes consolidés au 30 juin 2007.

Le conseil d'administration de la société s'est réuni en date du 18 septembre 2007 sous la présidence de M. Gérard Perrier, afin de procéder à l'examen des comptes consolidés arrêtés au 30 juin 2007 pour l'activité au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2007.

1. Commentaires sur les chiffres consolidés. — Le chiffre d'affaires consolidé au 30 juin 2007 s'élève à 36,402 M€, soit une augmentation de 13,08 % par rapport à celui du premier semestre 2006.

Par branche d'activité, l'évolution est la suivante :

— l'activité installation/maintenance (Soteb) qui représente 52% du CA total, connaît une progression de 17,7 % ; l'activité de début d'année a été très forte et s'est poursuivie à un rythme soutenu au deuxième trimestre ;

— l'activité fabrication d'équipements électriques et électroniques (Geral) qui représente 38 % du CA total, est en augmentation de 2,8 % ;

— l'activité Ardatem, 10 % de l'activité totale, qui englobe les prestations de services destinées au secteur de l'énergie et notamment du nucléaire, a réalisé sur 6 mois un CA de 3,8 M€, en progression de 34,7 %.

Au niveau de la rentabilité, la marge nette a atteint 4,20 %.

Cette amélioration est à mettre au compte de la branche installation-maintenance qui augmente sa contribution au résultat du groupe, et démontre sa capacité à redresser sa marge opérationnelle (6,5 % contre 5 % au 1<sup>er</sup> semestre 2006).

2. Evolution prévisible de l'activité pendant l'exercice. — La direction attend un bon second semestre, tant en terme de volume d'activité que de résultats. En effet :

— l'activité de la branche Soteb devrait se poursuivre à un rythme soutenu au second semestre ;

— l'activité de la branche Geral va se maintenir à un bon niveau jusqu'à la fin de l'année poursuivant son rythme de croissance du 1<sup>er</sup> semestre ;

— l'activité Ardatem continue sa progression et la direction table désormais sur une progression de 25 à 30 % sur l'ensemble de l'année.

Les récentes acquisitions (Maditech, Seirel) ne sont pas prises en compte au 30 juin 2007.

Elles seront intégrées dans les comptes du groupe à compter du 2<sup>ème</sup> semestre 2007 et devraient apporter, sur le semestre, 3,5 millions d'euros supplémentaires de chiffre d'affaires.

Sur l'ensemble de l'année 2007, le Groupe prévoit :

— Un chiffre d'affaires en hausse d'au moins 10 %, soit 75 Millions d'euros (71,5 Millions d'euros hors croissance externe) ;

— Une marge nette supérieure à celle de 4,2 % réalisée au cours du 1<sup>er</sup> semestre.

3. Résultats de la société Gérard Perrier Industrie (normes françaises). — Le résultat de la société-mère du groupe s'élève à 2 129 K€ contre 2 132 K€ l'an dernier, mais comprend les dividendes des trois filiales à hauteur de 1 800 K€. L'an dernier, les dividendes s'étaient élevés à 1 925 K€.

Les produits sont constitués essentiellement de redevances versées par les filiales et qui servent à couvrir ses coûts de fonctionnement. Les charges de la société concernent essentiellement les coûts de l'équipe de direction animatrice des filiales opérationnelles, des services fonctionnels, et des coûts induits par la présence sur le marché boursier.

### C. — Rapport des commissaires aux comptes sur l'information semestrielle 2007.

(Période du 1er janvier au 30 juin 2007).

En notre qualité de commissaires aux comptes et en application de l'article L.232-7 du Code de commerce, nous avons procédé à :

— L'examen limité des comptes semestriels consolidés de la société Gérard Perrier Industrie relatifs à la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2007, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;

— la vérification des informations données dans le rapport semestriel.

Les comptes semestriels consolidés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes professionnelles applicables en France. Un examen limité des comptes intermédiaires consiste à obtenir les informations estimées nécessaires, principalement auprès des personnes responsables des aspects comptables et financiers, et à mettre en oeuvre des procédures analytiques ainsi que tout autre procédure appropriée. Un examen de cette nature ne comprend pas tous les contrôles propres à un audit effectué selon les normes professionnelles applicables en France. Il ne permet donc pas d'obtenir l'assurance d'avoir identifié tous les points significatifs qui auraient pu l'être dans le cadre d'un audit et, de ce fait, nous n'exprimons pas une opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, la régularité et la sincérité des comptes semestriels consolidés et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport semestriel commentant les comptes semestriels consolidés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels.

Fait à Chambéry, le 19 septembre 2007.

*Les commissaires aux comptes :*

SR Conseil :  
Pierre Sirodot ;

Audit Sud Est :  
Jean-Pierre Pedreno.